

JEUDI 12 MARS 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = David Morgan : « Le marché va se Crasher en Septembre 2015" p.2
- = Le QE de la BCE ne servira à rien, et il va générer des risques p.3
- = Le charbon bientôt devant le pétrole... Avec quel coût pour l'homme et l'environnement ? p.5
- = Les taux bas ne font rien pour la croissance p.15
- = « Le CAC à 5 000 pts ! L'euro à 1 dollar ! Les taux à zéro ! Le pétrole pas cher ! Et la croissance est à plat !! » p.17
- = Les experts russes affirment que le ralentissement de l'économie chinoise ne donne pas motif à s'inquiéter p.21
- = En France même, le filet bancaire se resserre (Bruno Bertez) p.22
- = **RIEN NE VA PLUS COMME AVANT!** (François Leclerc) p.26
- = **Mais non, Monsieur Draghi : cela ne marche pas...** (Bruno Colmant) p.27
- = L'euro serait-il le nouveau rouble? p.28
- = **Brésil: Le géant pétrolier Petrobras noyé dans la corruption** p.29
- = La vérité qui dérange sur les énergies vertes et alternatives p.31
- = L'Italie sur le chemin difficile des réformes, 1ère partie p.36
- = 'McDonald's est en chute libre' p.39
- = Les nouveaux habits de la fée électricité p.40
- = Absence de politique énergétique : une «bombe à retardement», selon Sophie Brochu p.42



VIDÉOS du JOUR

Entretien d'actualité avec Olivier Berruyer :

« l'effondrement peut venir de partout, nous sommes sur une 'poudrière multiple' » (www.les-crises.fr/)



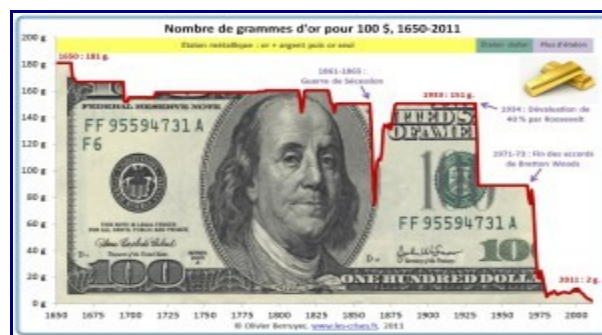
https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=eKHr96oL0y8

David Morgan : « Le marché va se Crasher en Septembre 2015”



https://www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=MNC3T6ZgjJY

- Aucune devise papier dans l’histoire, AUCUNE qui n’est pas garanti par quelque chose de tangible (or ou argent) n’a survécu.



- L’or sera trop cher à l’avenir quand les devises papier s’effondreront, seul l’argent physique permettra de faire ses achats au quotidien .

- Les états unis doivent dévaluer toujours plus le dollar pour rester compétitifs, ils ne veulent pas d’un dollar fort : ce qui se passe actuellement avec l’euro est temporaire , et ils feront sûrement un QE 4 à un moment donné (pour plusieurs raison dont celle ci)

- Nous sommes dans un effondrement au ralenti, la seule question valable est le timing de cet effondrement : il y a un point de non retour au delà duquel ça arrivera soudainement, les choses vont s’accélérer .

Tout n’est question que de la perception des gens de confiance et de masse critique : il suffit qu’une infime portion du public, ne serait ce que moins de 1% , s’aperçoive que les devises ne sont que du papier qui ne vaut rien, et c’est là que les problèmes commenceront pour les banksters .

- D'après son « feeling » basé sur sa connaissance des marchés , son analyse des super-cycles de marchés, le point de basculement arrivera en septembre . (7 ans après 2008 donc)

Pourquoi le silver est si peu cher dans cet environnement ultra haussier alors ?

- Une des nombreuses raisons selon David est que l'offre réelle est distordue par l'offre papier, dumpé sur le marché par les bullion banks qui travaillent ensembles .

- Mais le jour du jugement arrive dit David, et c'est la demande d'investissement lié à la perte de confiance, qui y mènent .

- On ne peut imprimer de l'argent à partir de rien , l'injecter dans le système et penser que ça va marcher ... ça peut marcher un peu au début, mais ensuite tout s'écroule .

La reprise US , plus de création de jobs, le plein emploi ?

- Un seul chiffre : 93 millions d'américains en âge de travailler n'apparaissent plus dans les stats, ils ne sont plus comptés, c'est une BLAGUE de parler de reprise (48 millions aux food stamps) ..

Pour finir, le coût d'extraction (all in) du silver était à 22 \$ l'once avant la chute du pétrole , depuis la chute de ce dernier, c'est autour de 17 \$ l'oz , les coûts ont baissé car l'énergie a baissé, et on peut lui faire confiance sur ces chiffres, c'est un des top experts mondiaux du silver.

Le QE de la BCE ne servira à rien, et il va générer des risques

Philippe Herlin www.goldbroker.fr/ Publié le 12 mars 2015

Conformément aux déclarations de Mario Draghi, la Banque Centrale Européenne (BCE) a donc lancé son programme de Quantitative easing ce lundi 9 mars. Ce QE porte le nom de "programme de rachat de dette du secteur public" (PSPP, Public Sector Purchase programme), il consiste à racheter 60 milliards d'obligations publiques par mois pendant 19 mois, soit au total 1140 milliards d'euros. Ces rachats se feront au prorata de la répartition des différents pays au capital de la BCE, ce qui signifie qu'elle devrait racheter environ 27 % de titres allemands, 20 % de titres français et 18 % de titres italiens, etc.

En délestant les banques et les investisseurs institutionnels de ces titres publics en échange de liquidités, la BCE veut d'une part les pousser vers les actifs risqués et, d'autre part, les inciter à plus prêter de façon à améliorer le financement de l'économie. Est-ce que ça va marcher ? Non, en grande partie parce les normes prudentielles (Bâle 3 pour les banques et Solvabilité 2 pour les assurances) obligent les institutions financières à garder dans leurs bilans des obligations souveraines comme "coussin de sécurité" (le ratio LCR), les ventes seront donc d'une ampleur limitée. Et plus fondamentalement, les taux d'intérêt se trouvent déjà au plus bas, en conséquence si le crédit ne repart pas cela est dû à des causes plus profondes, liées à la crise que nous traversons.

Par contre, ce QE comporte de nombreux effets pervers qui risquent de perturber encore plus les économies européennes. Tout d'abord, ce plan constitue une formidable opportunité pour la France, l'Italie et les pays du Sud de ne pas trop faire d'efforts pour revenir à l'équilibre budgétaire puisque le financement de leurs déficits sera d'autant plus facilité par ces achats de la BCE ! Les comptes publics peuvent demeurer dégradés, aucune sanction ne viendra, les taux ne monteront pas.

D'autre part, ces 1140 milliards d'euros créés ex nihilo (la "planche à billets"), en se déversant sur les marchés, vont écraser les taux et les primes de risque, rendant les marchés aveugles aux risques réels. Ce déluge de liquidités va dans le même temps contribuer à la formation d'une bulle sur les actions (les bourses européennes ont d'ailleurs fortement progressé depuis les annonces de Mario Draghi). Autant de déséquilibres inquiétants.

Enfin, ce QE va accélérer la perte de valeur de l'euro, qui est passé en l'espace d'un an de 1,40 dollar (en mars 2014) à 1,07 dernièrement. Seuls quelques keynésiens naïfs penseront que cela relancera les exportations (au Japon la baisse du yen n'a en rien relancé l'économie). En réalité une dévaluation correspond à un appauvrissement.

Il n'y a au fond aucune raison sérieuse de faire ce QE, l'expérience déjà longue du Japon dans ce domaine démontre que cela n'a strictement aucun effet sur la croissance économique, tandis qu'aux Etats-Unis on a pu noter quelques "effets de richesse" (les actions montent donc le patrimoine de nombreux Américains augmentent et ils consomment plus) mais qui ne se retrouveront pas en Europe du fait de la faible détention d'actions dans les

classes moyennes et supérieures. C'est comme si Mario Draghi voulait faire comme les autres, démontrer que la BCE peut faire une politique "non conventionnelle" comme la BoJ et la Fed. Sur ce plan c'est réussi, mais nous risquons de le payer cher.

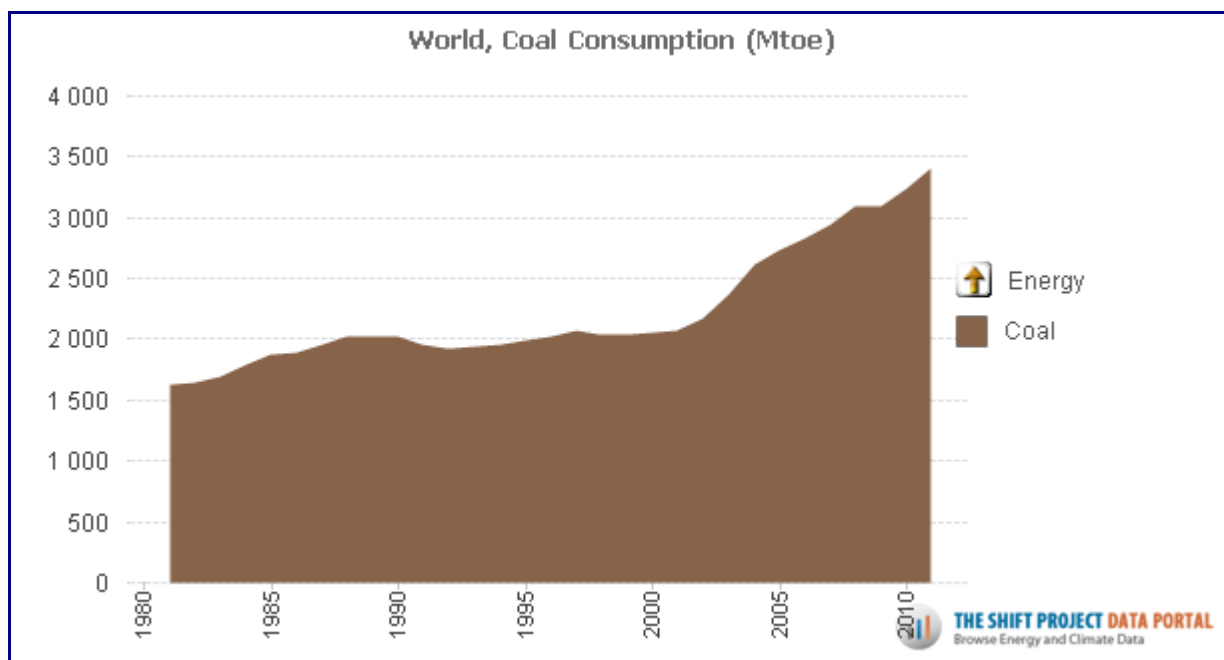
La reproduction, intégrale ou partielle, est autorisée dès lors que "www.GoldBroker.fr/ tous droits réservés" est mentionné accompagné d'un lien vers cette page.

Le charbon bientôt devant le pétrole... Avec quel coût pour l'homme et l'environnement ?

Dr Pétrole et Mr Carbone Blog de SortirDuPetrole.com Publié le 27 juillet 2013

Si, en cette période de “transition énergétique”, ce sont les énergies renouvelables qui occupent régulièrement le devant de la scène, en coulisses c'est bien le charbon qui se taille, jour après jour, la part du lion. Il rattrape même le pétrole au hit parade de la consommation planétaire et l'a déjà bien « grillé » en terme de CO2. A la clé: une accélération brutale des émissions humaines de gaz à effet de serre, et chaque année des dizaines de milliers de morts... Plus de 20 000 en Europe selon l'Université de Stuttgart, sans doute 10 fois plus dans le monde.

Energie du 19e siècle pour beaucoup, donc du passé, le charbon est également, que cela nous fasse ou non plaisir, l'énergie montante de ce début de 21e siècle, très très loin devant l'éolien, le solaire et toutes les énergies renouvelables réunies. Défini par son président Jean-Marc Jancovici, comme un “lobby” (de lutte contre les affres à venir du changement climatique) [The Shift Project](#) a rassemblé et mis en ligne une base de données dont la précision et la pertinence permettent de détailler cette envolée de la houille.

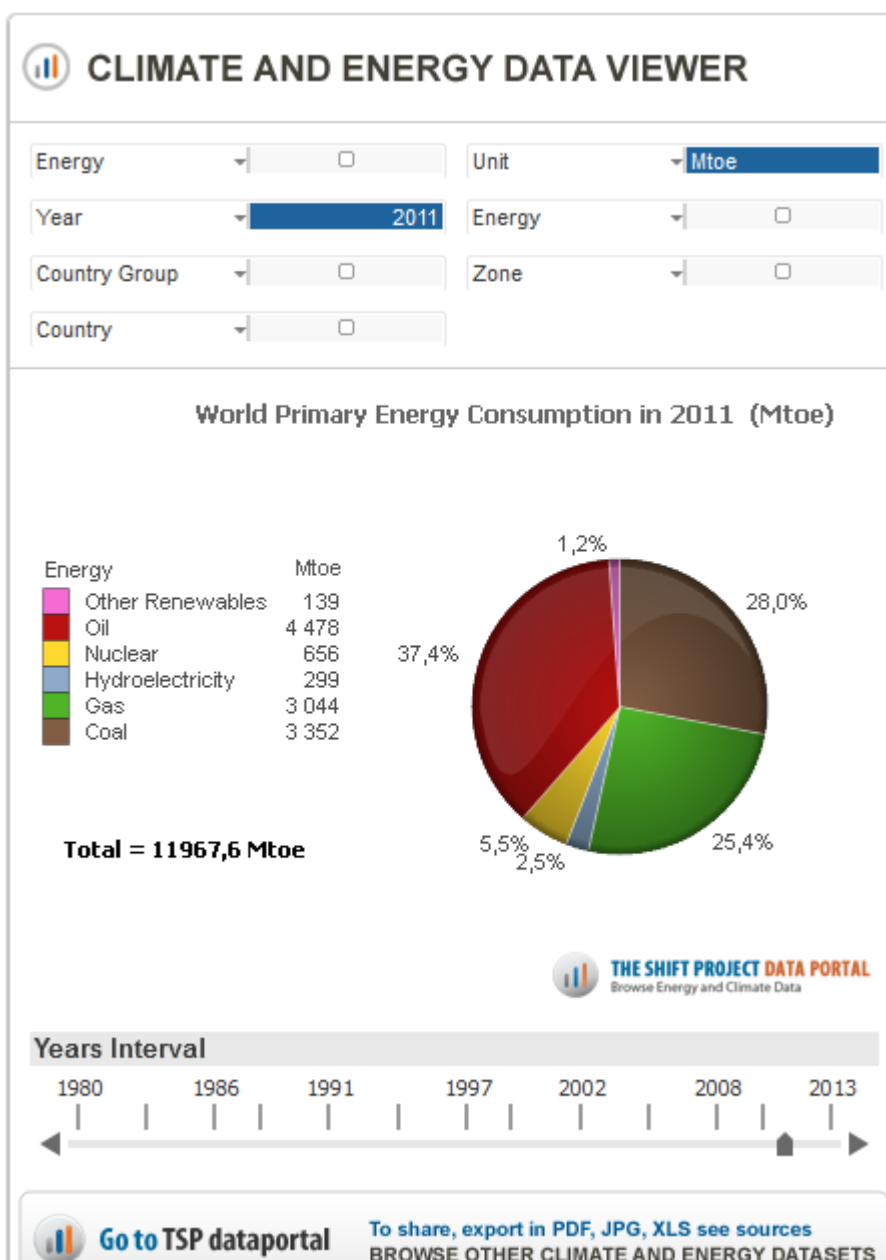


Evolution de la consommation mondiale d'énergie primaire issue du charbon, en millions de tonnes équivalent pétrole. Doc. The Shift Projet.

Au niveau mondial, la consommation de charbon est passée de 1 623 millions de tonnes équivalent pétrole à 2 061 Mtep entre 1981 et 2000, soit 27% de hausse. Pendant la même période, le pétrole a lui augmenté de 3 086 Mtep à 3 891 Mtep, soit une augmentation de 26%, et le gaz de 1 362 à 2 265 Mtep (+ 66%). Malgré la forte poussée du gaz, le charbon se maintenait alors déjà à plus ou moins un quart de l'énergie primaire consommée sur la planète.

2000-2011: la consommation de charbon a bondi de 66 %, 10 fois le volume de progression de toutes les énergies renouvelables

Les courbes de The Shift Project montrent que c'est bien après 2000 que le décollage a eu lieu. En 2011, qu'il s'agisse de produire du ciment, de l'acier et surtout de l'électricité, la consommation de charbon a atteint 3 412 Mtep (près de 66% de plus qu'en 2000) tandis que le pétrole s'essouffait à 4 425 Mtep (une "petite" hausse de 14%) et que le gaz arrivait à 2 975 Mtep (44% de hausse). Le charbon (29% de l'énergie primaire consommée en 2011) rattrape donc peu à peu le pétrole (37%). Dans les projections de l'Agence internationale de l'énergie (IEA), ils se talonneront avant la fin de l'actuelle décennie, vers 2017.

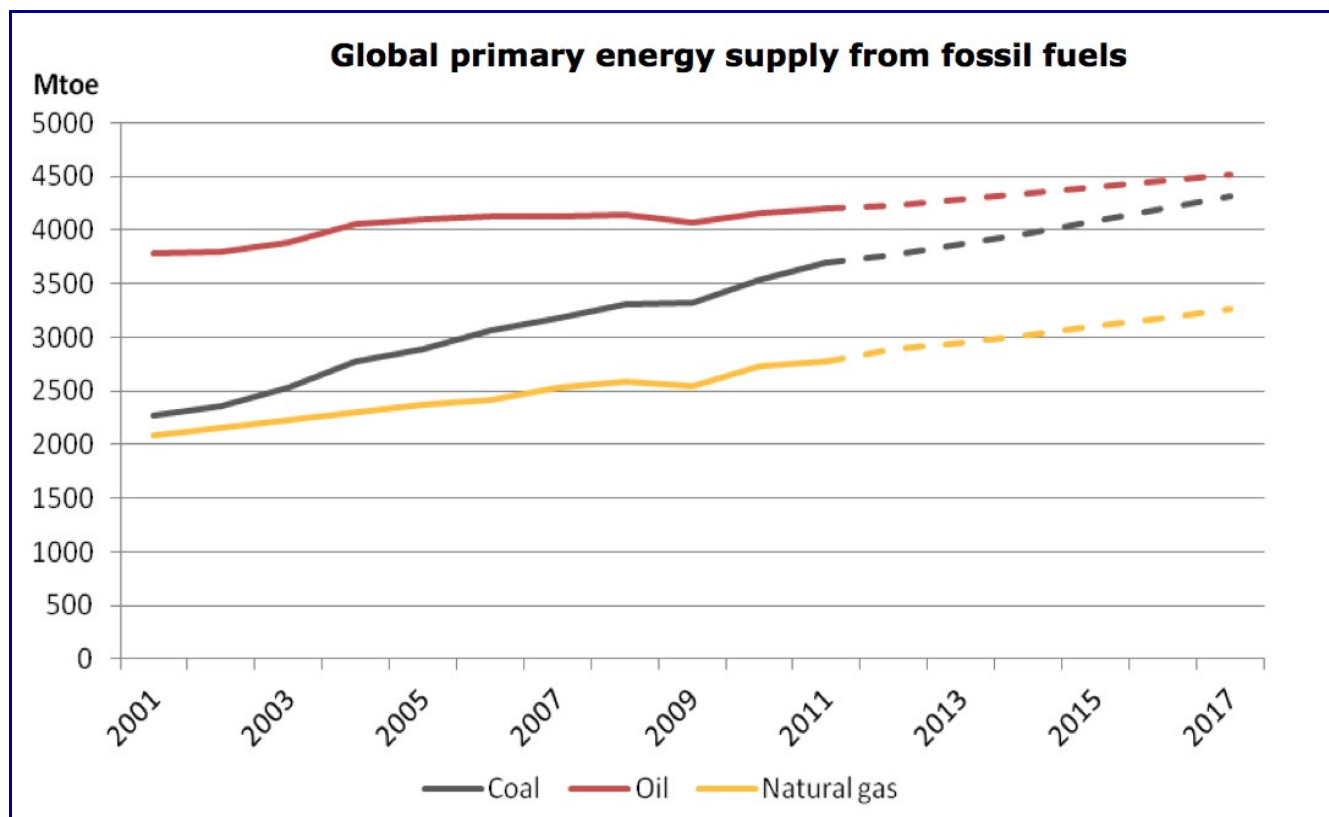


Répartition de la consommation d'énergie primaire par source d'énergie. Document interactif The Shift Project.

Par comparaison, la consommation d'énergie liée aux renouvelables n'a augmenté que de 53 %, passant de 253 à 387 Mtep. Certes, les énergies renouvelables autres que l'hydroélectricité (biomasse, ethanol, biodiesel, éolien...) ont bien explosé de 324% mais pour un total de seulement 119,2 Mtep consommés. Autrement dit, pendant que la consommation d'énergie renouvelable augmentait de 134 Mtep entre 2000 et 2011, la consommation de charbon bondissait de 1 351 Mtep. 10 fois plus donc !

Mondialisation: la croissance chinoise engloutit plus de la moitié du charbon consommé sur la planète

Pourquoi? Pour l'Agence internationale de l'énergie "la Chine c'est le charbon et le charbon c'est la Chine". Certes, la croissance chinoise s'appuie pour les $\frac{3}{4}$ environ sur le charbon. Cela représentait en 2011 plus de la moitié du charbon consommé sur la planète: 1 866 Mtep selon les chiffres fournis par Shift, contre 530 en 2000. 252% d'augmentation. Mais la croissance chinoise c'est aussi... la mondialisation. Bien d'autres pays ont également accru leur consommation de charbon: l'Inde (+ 82% entre 2000 et 2011), l'Indonésie (+ 150%), la République de Corée (+82%), le Kazakhstan (+63%) et également dans des proportions moindres la Russie, l'Ukraine, l'Australie, l'Afrique du Sud...



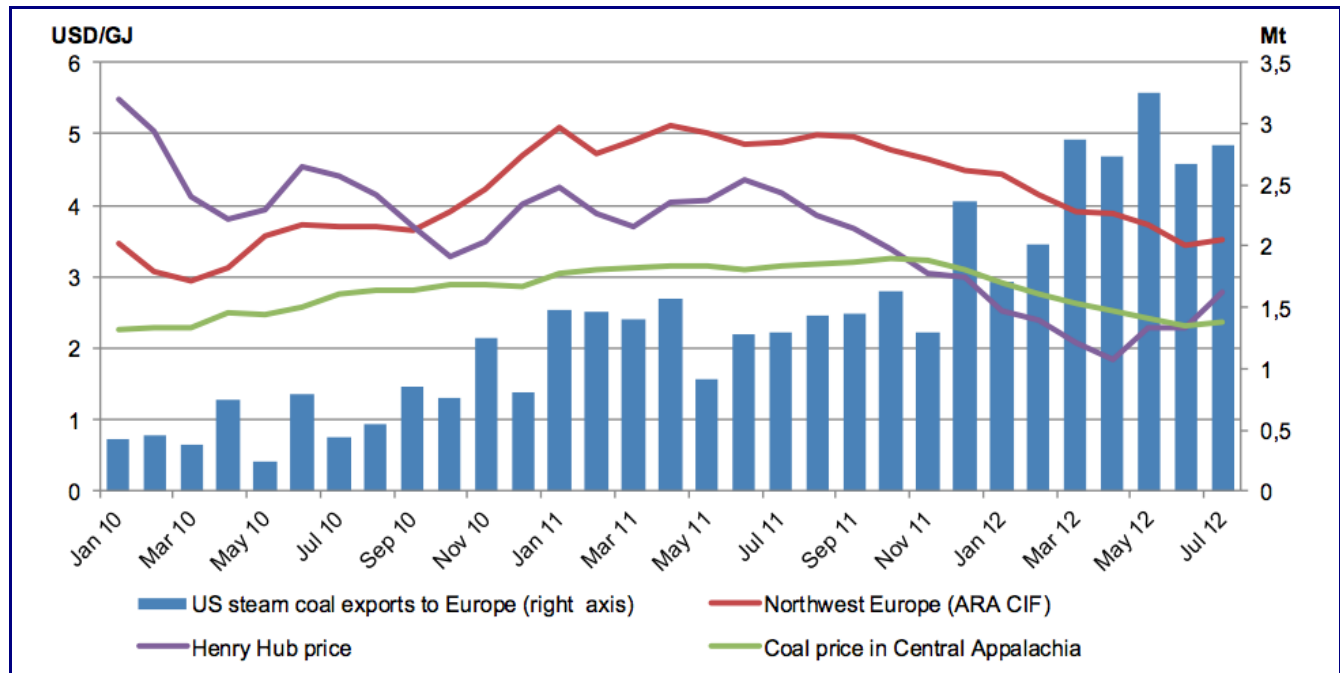
Production mondiale d'énergie primaire issue de combustibles fossiles. Doc. IEA.

D'autre part, si, pendant la même période, la consommation de charbon s'est contractée dans les pays développés de l'OCDE, elle y reste importante: 834 Mtep en 2011 contre 995 en 2000. Cette baisse de 16% reste en plus toute relative: la part du charbon dans la consommation primaire d'énergie de l'OCDE représente toujours 16 % (18% en 2000), et 13 % en Europe: 55% en Pologne, 36% en République tchèque, 32% en Bulgarie, 22% en Grèce,

20% en Roumanie, 19% en Allemagne... Dans cette Allemagne souvent montrée comme une “championne des Enr”, l’éolien représentait en 2011 une consommation de 3 Mtep contre 54 Mtep pour le charbon, 18 fois plus.

Quand les gaz de schiste américains boostent le charbon en Europe...

Quant aux Etats-Unis, le charbon y a connu une consommation en dents de scie durant la première décennie du 21e siècle, avec un plus haut en 2007 (525 Mtep) et un plus bas en 2009 (455 Mtep). Selon l’Agence internationale de l’énergie, l’exploitation des gaz de schiste a permis une réduction de la consommation de charbon, mais avec toutefois deux soucis. D’abord, [des études américaines mettent les gaz de schiste et le charbon sur le même plan en terme de gaz à effet de serre](#). Ensuite, l’exploitation de ce “shale gaz” a permis aux Etats-Unis d’exporter plus de charbon vers... l’Europe, où, ajoute l’IEA, la consommation augmente à présent.



Selon l’IEA, l’exportation de charbon américain en Europe augmente avec la baisse des prix et l’afflux de gaz de schiste outre Atlantique. Doc. IEA.

D’après les chiffres utilisés par le Shift, la consommation européenne de charbon est en effet passée de 193 Mtep en 2010 à 205 Mtep en 2011. 2012 a confirmé cette poussée en Allemagne, en Espagne, au Royaume-Uni, en France... Pour l’IEA, un pic aura lieu en 2013, avec une baisse par la suite.

Coal consumption in OECD Europe



Prévision de l'Agence internationale de l'énergie concernant la consommation de charbon en Europe.
Doc. IEA.

Néanmoins, [une toute récente étude de l'IER \(Institute for Energy Economics\) de l'Université de Stuttgart, réalisée à la demande de Greenpeace](#), compte 50 nouveaux projets de centrales à charbon en Europe. Ces constructions concernent la Pologne (32,872 megawatts), l'Allemagne (14,802 megawatts), l'Italie (4,170 megawatts), la Roumanie (4,150 megawatts), les Pays-Bas (3,500 megawatts), la République tchèque (2,785 megawatts), la Grèce (1,650 megawatts), la Bulgarie (1,350 megawatts), la Slovénie (600 megawatts), la Hongrie (400 megawatts). France, Royaume-Uni, Eire, Espagne, Portugal, Danemark, Scandinavie, sont à ce jour épargnés.

France: EDF, GDF-Suez et Air Liquide se développent à l'international avec le charbon, l'Américain Powerdyne veut faire profiter l'Europe du charbon "propre"

Mais même en France où l'on a fini d'épuiser nos ressources dans les premières années de ce siècle, nous avons toujours des centrales à charbon (fonctionnant avec du charbon importé), en particulier dans les anciens

bassins houilliers du Nord et de l'Est comme le montre la même étude. Mieux, certaines de nos grandes entreprises participent aux nouveaux projets européens de développement du charbon: EDF en Pologne, GDF-Suez en Pologne également, aux Pays-Bas et en Allemagne... Pour respecter une directive européenne sur les émissions des grandes centrales et prolonger la vie de ses installations, [EDF investit également dans plusieurs de ses centrales françaises, dont celle du Havre](#), et teste le captage de CO2.

De son côté, Air Liquide a annoncé au printemps avoir signé [“un contrat majeur” de gazéification du charbon en Chine](#), notamment pour produire de... l'hydrogène. On imagine que cet hydrogène va ensuite se parer d'une étiquette verte.

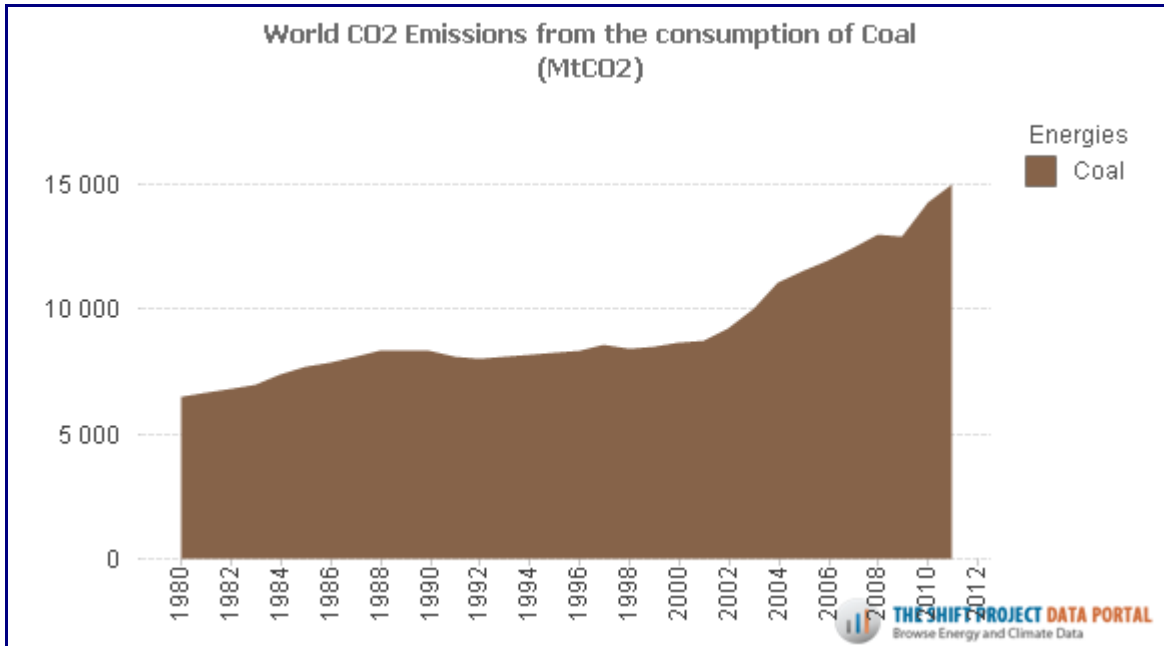
A la fin 2012, [l'Américain Powerdyne a lui ouvert un “bureau de représentation” à Paris pour promouvoir une technologie de charbon dit “propre”](#) (avec captage de CO2), en test aux Etats-Unis et en Suisse, et au passage pour [« profiter des aides européennes en matière d'énergie propre »](#). « Alors que bon nombre d'Etats tels que la France ou l'Allemagne sont en train de mener une réflexion de fond sur leur stratégie énergétique, cette nouvelle technologie arrive à point nommé. Nous estimons qu'il sera moins coûteux d'équiper des centrales thermiques existantes de procédés de captation du carbone que de développer, par exemple, des champs d'éoliennes. L'amélioration du bilan écologique des centrales à charbon, désormais rendue possible par notre technologie, nous oblige à reconsidérer certains choix énergétiques », assure tout de go Geoff Hirson, le PDG de Powerdyne, notamment soutenue par Spencer Abraham, ancien ministre de l'énergie d'un certain Georges Bush.

Quand le charbon booste de 25 % en dix ans les émissions mondiales de CO2

Pour l'heure, la technologie de captage et de stockage du CO2 demeure calée au stade expérimental. [Le bilan carbone du charbon](#) reste en moyenne de 1 123 kg équivalent carbone émis pour 1 tonne équivalent pétrole, soit 26 % de plus que le fioul lourd, 35% de plus que l'essence, 72,5% de plus que le gaz naturel, 3400% de plus que l'éolien, 5800% de plus que le nucléaire, 8500% de plus que l'hydroélectricité...

Si l'on considère qu'une tonne “équivalent pétrole” c'est environ 1,43 tonne de charbon (d'après l'IEA) et qu'un coefficient de 3,67 s'applique pour

calculer les émissions en “équivalent CO2” à partir des émissions en “équivalent carbone”, alors une tonne de charbon va émettre en moyenne 2882 kg, soit près de 3 tonnes de CO2. Powerdyne arrondit pour sa part à 2 tonnes... C’est pour faciliter la définition du charbon “propre” ?



Evolution des émissions de CO2 dues au charbon entre 1980 et 2011. L'accélération démarre vers fin 2001 – 2002. Doc. The Shift Project.

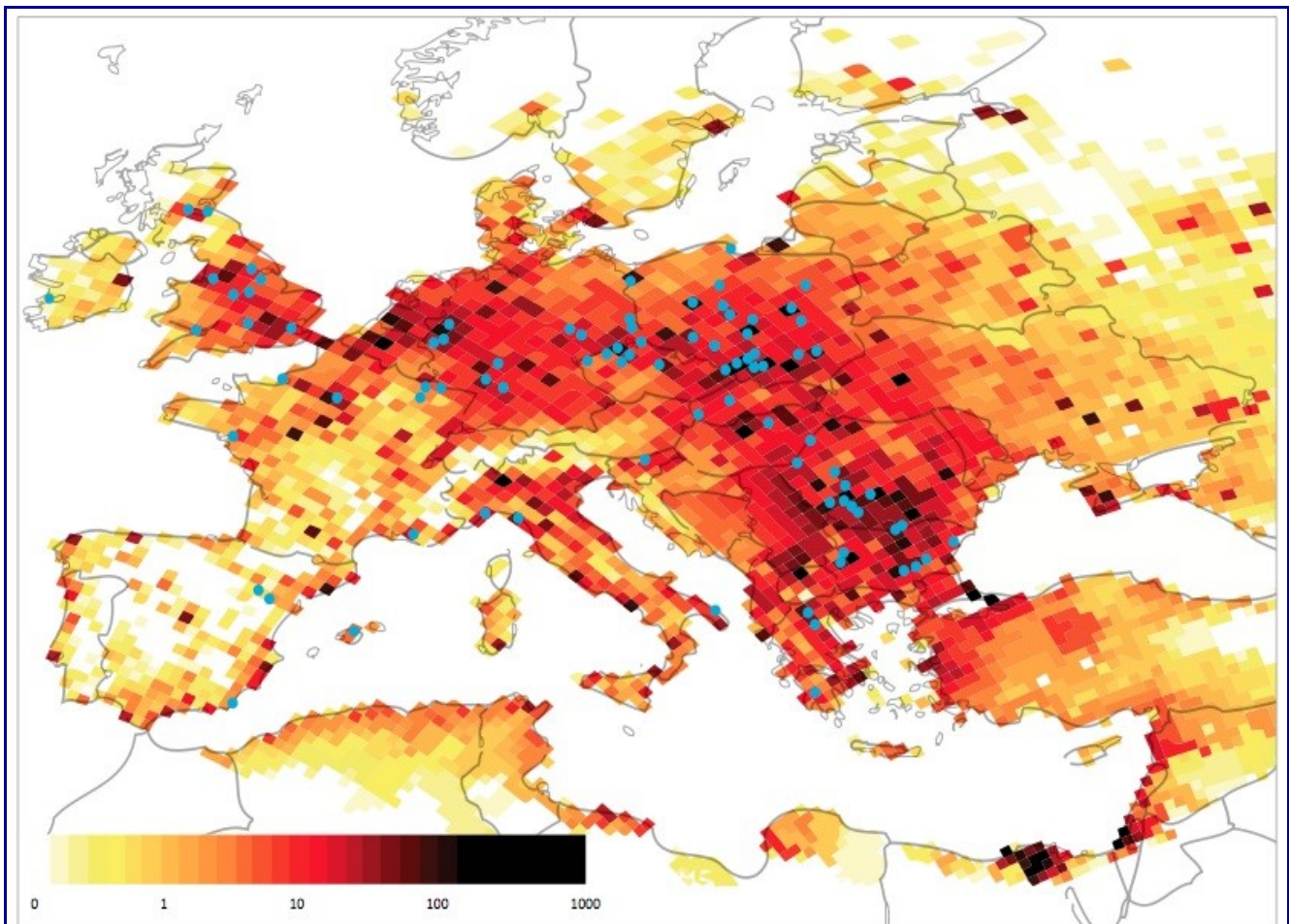
En ce qui concerne l'accumulation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, et donc le bouleversement en cours du climat, les quantités les plus pertinentes à prendre en compte sont les volumes globaux, émis par tous les pays. Selon les données rassemblées par The Shift Project, les émissions de CO2 dues au charbon sont passées de 8 647 milliards de tonnes en 2000 à 14 942 milliards de tonnes en 2011. A ce niveau, le charbon a déjà largement dépassé le pétrole... depuis 2005. Ses émissions représentent à présent près de la moitié des émissions totales de CO2 dues aux énergies fossiles (pétrole, charbon, gaz).

En valeur absolue, alors que le protocole de Kyoto occupait le devant de la scène, les émissions mondiales de CO2 sont passées de 23 729 milliards de tonnes en 2000 à 32 648 milliards de tonnes en 2011, soit 8 919 milliards de tonnes de CO2 supplémentaires émises (37,5% d'augmentation). Le charbon représente environ 70% de cette hausse, avec 6 295 milliards de tonnes de CO2 en plus... dont 5 434 milliards juste pour la Chine. Autrement dit, en une décennie, le charbon a boosté de 25 % les émissions mondiales de CO2.

Ce qui pose l'ampleur du problème concernant l'application de "baisses d'émissions" de gaz à effet de serre pour tous les pays après 2020...

Rapport "Silent Killers": les 300 grandes centrales à charbon européennes provoquent la mort prématurée de 22 100 personnes

L'histoire et la médecine montrent quant à elles que le charbon, outre la question du changement climatique, c'est également [de la pollution et d'importants problèmes sanitaires](#) : maladies de type silicose, anthracose et cancer des poumons pour les plus exposés; directement dans les mines, coups de grisou, effondrements, incendies, asphyxies... ; dans la nature, émanations de dioxyde de soufre, d'oxydes d'azote, de monoxyde de carbone, ou encore de cendres pouvant contenir des traces de moult composés toxiques (de l'arsenic à l'uranium en passant par le mercure, le plomb...), le tout provoquant cancers, lésions, difformités, décès... Sans parler du dépérissement d'espèces végétales et animales.



Map source: Greenpeace modelling using the EMEP MSC-W atmospheric chemistry-transport model, input data provided by EMEP and power plant emission data from the E-PRTR database.

Estimation de la mortalité due aux particules fines et à la pollution atmosphérique du charbon en Europe (nombre de décès pour des carrés de 50 km de côté). Les points en bleu représente les 100 centrales européennes les plus polluantes. 7 se trouvent en France. Doc. Greenpeace.

Publiée en juin et intitulée “[Silent Killers](#)” (Les Tueurs silencieux), l’étude commandée par Greenpeace à l’IER de l’Université de Stuttgart, a calculé, sur la base de données de 2010, que les 300 grandes centrales européennes au charbon provoquent annuellement la mort prématurée de 22 100 personnes. Toujours selon elle, les actuels projets de construction de 50 nouvelles centrales (dont celles d’EDF et de GDF-Suez) ajouterait environ 3000 morts annuels.

Le charbon, un fléau mondial estimé à plus de 200 000 morts annuels

Pays par pays, l’étude allemande estime que la pollution due au charbon tue chaque année plus de 3000 personnes en Allemagne et près de 1000 en France... Elle tue même plus que les accidents de la route en Pologne (plus de 5000 morts), en Roumanie (près de 3000), en Bulgarie (2700), en République tchèque (1700) et en Slovaquie (plus de 500). Elle tue quasiment autant au Royaume-Uni (plus de 2000), en Grèce (1150) et en Slovénie (150).

[D’autres études ont précédemment chiffré les dégâts de la pollution de l’air et des particules fines issues du charbon, à 25-30 morts par térawatt-heure \(TWh\) électrique produit.](#) En 2011, la production électrique au charbon de la planète était de 8 456 TWh selon les chiffres du The Shift Project, ce qui nous amène à un fléau de 210 000 à 250 000 morts pour l’année... Ces études ne contredisent pas celle publiée par Greenpeace. La communauté européenne a produit 805 TWh au charbon en 2010. Cela donne une fourchette de 20 000 à 24 000 morts.

L’IER de l’université de Stuttgart a également classé les compagnies possédant les centrales les plus “sales”. Le Polonais PGE arrive en tête avec 21 600 “années de vie perdues”, devant RWE 15 400. Le Français EDF pointe à la 7e place avec 8 720 “années de vie perdues”. En ce qui concerne les nouvelles centrales “sales”, l’Allemand RWE (5 113 années de vie perdues) devance PGE (3620). GDF-Suez arrive 7e (977 années de vie perdues) et EDF 8e (898).

Dans une certaine indifférence, le charbon ne semble donc pas du tout avoir fini d’être historiquement la source d’énergie la plus dangereuse de la planète, notamment en terme de mortalité humaine, actuellement équivalente

selon les précédents calculs, au bilan d'un Hiroshima par an. Charbon mon amour.

Les taux bas ne font rien pour la croissance

12 mar 2015 | [Simone Wapler](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Dans l'église keynésienne, il est un dogme que nul ne doit remettre en cause sous peine d'être excommunié ou soumis à l'inquisition par un grand prêtre économiste : "des taux bas favorisent la croissance économique".

Ma première phrase est, vous l'avez perçu, pleine de vocabulaire religieux. C'est que l'économie, loin d'être une science, est une religion ou une politique — ce qui est presque la même chose. L'important n'est pas la réalité mais la foi, la confiance, la détermination à croire. Ne dit-on pas que la foi soulève des montagnes...

Les taux directeurs et la croissance ne marchent pas de concert, en tout cas pas dans le sens du dogme

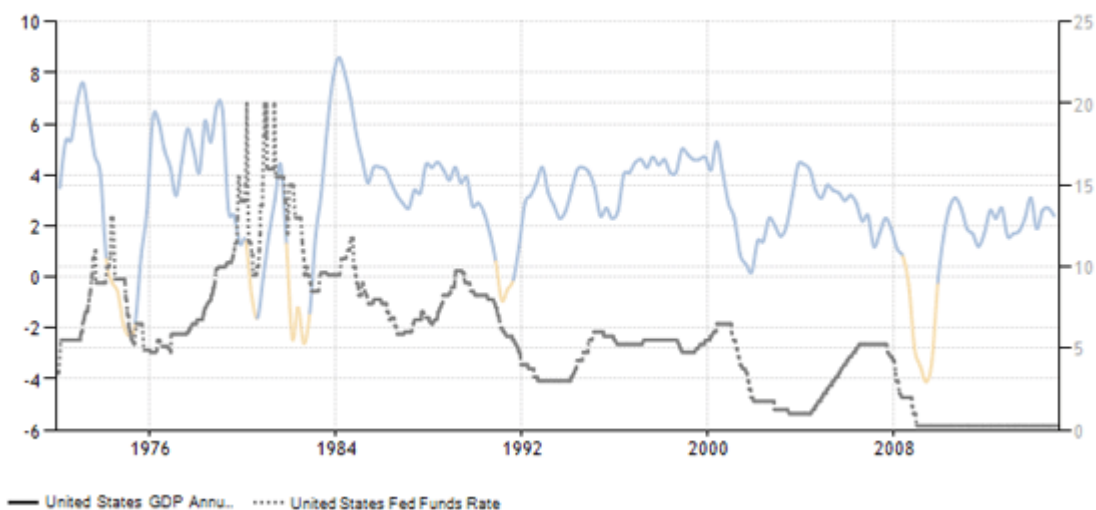
La réalité nous dit tout autre chose, cependant. Elle nous dit que les taux directeurs et la croissance ne marchent pas de concert, en tout cas pas dans le sens du dogme. Les banquiers centraux ont du mal à déménager les montagnes.

- Avec un taux directeur de 20%, les Etats-Unis ont connu une croissance supérieure à 4% en 1981.

– Avec un taux directeur de 5%, les Etats-Unis ont connu une croissance proche de 4% en 1999.

– Avec un taux directeur proche de zéro depuis 2009, la croissance a du mal à dépasser 3%.

Croissance et taux directeur de la Fed depuis 1972



En bleu et jaune la croissance en rythme annuel (échelle de gauche de -6% à +10%)

En gris, le taux directeur de la Fed (échelle de droite de 0 à 25%).

En fait, peu importe le taux directeur ; tout au long de ces vingt dernières années, vous pouvez constater que la croissance des Etats-Unis a décliné. Dans les années 1950 et 1960, la croissance moyenne s'établissait au-dessus de 4%. Dans les années 1970 et 1980, cette valeur est tombée à environ 3%. Ces 10 dernières années la valeur moyenne est tombée sous 2% et depuis le deuxième trimestre 2000, cette valeur n'a jamais atteint 5%.

Il n'y a aucun rapport évident entre le taux directeur et la croissance.

Il n'y a aucun rapport évident entre le taux directeur et la croissance. Le taux directeur détermine le "prix du crédit" ou encore "le loyer de l'argent" ; les autres taux se négocient à partir de celui-là. Mais ce n'est pas parce

que vous pouvez emprunter pour pas cher que vous investissez intelligemment l'argent dont vous disposez.

▪ Peut-être même est-ce le contraire...

Comme le rappelait Bill Bonner, malgré 8 000 milliards de dollars surgis grâce à la politique de taux zéro, les investissements des entreprises ont diminué — passant de 400 milliards de dollars en 2007 à 300 milliards en 2014.

"Hoho", vous dites-vous, "mais pourquoi diantre et diable de doctes économistes me soutiennent-ils à longueur de commentaires que la politique de taux bas qui punit mon épargne est nécessaire à la croissance ? Pourquoi M. le Marché tremble-t-il de peur à l'idée que les taux puissent un jour

remonter ?"

Ha, malheureux mécréant, vous êtes coupable du crime d'épargne !
Douteriez-vous par hasard de la toute-puissance miséricordieuse de l'Etat-Providence qui pourvoit à vos besoins de la crèche à la tombe ? Il est normal que vous soyez châtié de votre manque de confiance.

Des taux bas ne sont point faits pour les mécréants de votre espèce. En revanche, ils allègent le fardeau de la dette de ceux qui se sont mal endettés, à des fins stupides n'ayant rien à voir avec Sainte Croissance : lutte contre le terrorisme, guerre, financement de mesures de clientélisme politique, achats inconsidérés à effet de levier, crédit à la consommation, financement des rachats d'action par effet de levier. Les taux bas financent bonus, honoraires de négociation des fusions-acquisitions...

Hélas, la croissance saine ne dépend pas de taux bas et de la multiplication de ces crédits malsains. Le temple keynésien va bientôt être ébranlé par une avalanche de dettes ; il est bientôt révolu, le temps où il était facile de rembourser son crédit échu en en contractant un nouveau avec des intérêts toujours plus bas. Un jour, les manuels d'économie porteront peut-être la mention suivante : "les taux bas favorisent l'enrichissement des 1% de la kleptocratie politico-financière".

**« Le CAC à 5 000 pts ! L'euro à 1 dollar ! Les taux à zéro !
Le pétrole pas cher ! Et la croissance est à plat !! »**

Charles Sannat 12 mars 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Il y a des paradoxes économiques qu'il convient tout de même de pointer du doigt !

Oui le CAC est presque à 5 000 points... et alors ? Plus la Bourse monte, plus les licenciements augmentent ceci expliquant en partie cela.

Oui les taux sont à zéro ou presque... et alors ? L'immobilier baisse quand même, les épargnants ne gagnent plus d'argent, d'ailleurs l'argent n'a plus de prix car c'est cela qu'indiquent des taux à zéro, voire des rendements négatifs... L'argent n'a plus de prix, or en économie l'argent doit toujours avoir un prix car si l'argent n'a plus de prix, pourquoi investir ? Pourquoi

prêter ? Et là c'est tout le mécanisme sous-tendant l'économie qui en prend un sacré coup dans l'aile. Mais rassurez-vous, tout va bien se passer !!!

Oui le pétrole n'est pas cher alors qu'il y en a de moins en moins et qu'objectivement, les gaz de schiste américains ne seront pas aussi durables que ce que l'on pense et que toute cette bulle de 5 400 milliards de dollars pourrait bien nous exploser à la figure lorsque l'on se rendra compte que la mariée est nue...

Oui l'euro est au plus bas depuis plus de 12 ans et se rapproche de la parité mais pourtant le mal a déjà été fait, et l'euro fort a déjà fait fermer les usines françaises... qui ne rouvriront pas !

Oui les banques centrales émettent de l'argent à qui mieux mieux, rachètent tous les actifs moisis des banques, irriguent l'économie avec autant de billets que nécessaire pour éviter les faillites... et pourtant...

ET pourtant la croissance est à plat !

La croissance est négative.

L'inflation est négative.

Le chômage voit une diminution négative de sa courbe... Bref, dans l'économie réelle, c'est mauvais. Ce n'est pas la catastrophe mais c'est mauvais et rien n'y fait, même pas les milliers de milliards créés par les banques centrales.

L'indice du fret est au plus bas !

Ça, en dessous, c'est ce que l'on appelle l'indice Harpex (de Harper source en bas) et c'est l'un de nos aimables camarades lecteurs qui m'a envoyé ce lien cet après-midi pour que l'on puisse le corrélérer à l'indice BDI (Baltic Dry Index) dont je vous parle souvent.

Car le BDI, lui, c'est l'indice des cargos vraquiers... En gros, ce sont les bateaux qui transportent du charbon, du cuivre ou du minerai par exemple. L'indice Harpex, lui, c'est le prix des containers... et donc du transport des chinoiseries diverses et avariées pour faire court.

Il n'est objectivement pas bon, même si l'on semble noter une remontée légère liée vraisemblablement à un effet saisonnier puisque l'on importe et transporte actuellement tout ce qui va être vendu cet été, notamment vos

serviettes de plage et bouées, matos de camping ou autres matelas gonflables made in China, sans oublier les tables de jardin, les parasols et tutti quanti !



Le BDI, lui, se traîne toujours à 568... proche de ses plus bas historiques.

Dernièrement, je vous faisais part de la baisse du déficit commercial US qui était liée en grande partie à une baisse importante des... importations. Tout cela montre bien qu'en dehors des effets passagers et saisonniers ou encore des quantités nouvelles de bateaux sur le marché, le commerce mondial est atone, signe que la croissance l'est également et durablement.

Ne vous laissez pas bercer par la douce euphorie actuelle qui repose sur des éléments économiques fondamentalement malsains.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

[Pour la Deutsche Bank : l'euro à moins d'un dollar d'ici deux ans](#)

C'est fort probable et d'ailleurs cela pourrait être beaucoup plus rapide lorsque l'on voit le mouvement actuel sur les changes. Mais je voulais juste vous inviter à regarder le prix de votre litre d'essence !!

Vous avez remarqué que, malgré la baisse des prix du pétrole, votre plein a augmenté ces dernières semaines ?

Pour deux raisons. La première c'est que les taxes ont été alourdies mais ce n'est pas la raison principale. La raison principale c'est la chute de l'euro. Plus l'euro baisse face au dollar, plus votre carburant acheté en dollar coûte cher... C'est l'effet de change négatif.

En clair, la baisse de l'euro c'est super mais cela a quelques effets

secondaires... Et vous allez commencer à vous en rendre compte vu que nous ne produisons rien du tout ou presque et que nous importons tout. Les prix vont augmenter mais pas vos salaires ! Préparez-vous.

Charles SANNAT

Les banques prévoient à terme un euro à moins d'un dollar et un exode massif des capitaux européens.



D'après Deutsche Bank, 1ère banque d'Allemagne et numéro 2 mondial des transactions sur le marché des changes, la chute de l'euro va continuer : un euro s'échangera contre un dollar d'ici fin 2015 et ne vaudra que 0,85 dollar en 2017, rapporte la presse internationale. »Le volume des sorties de capitaux européens s'est même avéré plus important que prévu initialement. À présent, nous prévoyons la baisse de l'euro jusqu'à un dollar d'ici la fin de l'année en cours. Par ailleurs, la monnaie européenne poursuivra sa dépréciation pour ne s'échanger que contre 0,85 dollar vers 2017", a estimé l'analyste de la banque allemande George Saravelos.

Selon les prévisions précédentes, la parité dollar-euro pourrait être atteinte d'ici fin 2016 et serait suivie par l'inexorable baisse de la monnaie européenne jusqu'à 0,95 dollar. Les experts estiment que les énormes excédents d'épargne européens conduisent à des sorties de capitaux parmi les plus importantes de l'histoire des marchés financiers.

« L'Europe va devenir le plus important exportateur de capitaux du 21e siècle », conclut M.Saravelos.

Lire la suite : <http://fr.sputniknews.com/economie/20150311/1015120486.html#ixzz3U6VsBzBD>

[Chine : plus de 56 milliards de dollars investis dans des start-ups technologiques](#)

Vous commencez à comprendre pourquoi j'attirais votre attention il y a

quelques jours sur le fait que la Chine est devenue le premier pays dans les classements du nombre de brevets déposés ! Ce n'est pas un hasard et nous assistons à l'éveil d'une nouvelle puissance économique et créatrice absolument phénoménale, d'où la résistance farouche que les USA tentent d'opposer.

Charles SANNAT

Les experts russes affirment que le ralentissement de l'économie chinoise ne donne pas motif à s'inquiéter

Vrai et faux. Vrai dans la mesure où le ralentissement de la croissance chinoise est évidemment une tendance lourde et logique. Au fur et à mesure que la Chine se développe, ce qui est déjà largement le cas, le potentiel de croissance diminue – phénomène que nous autres, Occidentaux, connaissons très bien depuis maintenant presque 30 ans de croissance proche de zéro.

Faux dans la mesure où la croissance mondiale est encore sauvée par la croissance des émergents émergés ! S'ils ne nous donnent plus de croissance, c'est la croissance mondiale qui va caler... et ce n'est pas bon signe.

Charles SANNAT

MOSCOU, 11 mars (Xinhua) – L'économie chinoise se développe à un taux plus faible mais sa richesse globale va être améliorée suite à la restructuration économique, ont déclaré des experts russes.

Yakov Berger, chercheur principal à l'Institut des études de l'Extrême-Orient de l'Académie russe des Sciences, estime que le ralentissement récent de l'économie chinoise n'est pas une tendance négative.

La Chine possède toutes les ressources requises pour garantir son rythme de croissance tout en gardant l'inflation sous contrôle, a indiqué M. Berger.

Les dirigeants chinois ont opté pour une tactique économique appropriée ces dernières années, qui a abouti à une croissance stable et une hausse du niveau de vie de la population chinoise, a déclaré Andrei Ivanov, chercheur en chef à l'Institut des affaires internationales de Moscou chargé des Études de l'Asie de l'Est et de l'OCS.

Selon lui, le fait que la Chine ait insisté sur les projets d'infrastructure a joué un rôle positif, car cela a permis de créer des millions de nouveaux emplois et

a contribué à stimuler la demande domestique.

Après des années de croissance rapide, l'économie chinoise est arrivée maintenant à un moment critique : les décideurs doivent s'assurer d'un taux de croissance « raisonnable » tout en prenant des mesures pour optimiser la structure économique afin de faire de la place pour la croissance future, a déclaré Mikhaïl Karpov, expert du département des études orientales de l'École des hautes études en sciences économiques de Russie.

Soulignant que la croissance de l'économie chinoise durant la dernière décennie était grandement tournée vers l'export et l'investissement, M. Karpov a indiqué que ce mode de croissance est difficilement durable, et que la Chine a pris une sage décision en dirigeant son économie vers une croissance tournée vers la consommation.

Concernant l'appel d'offre de la Chine pour améliorer son industrie, M. Ivanov a déclaré que la Chine doit se concentrer sur son développement, passant du statut d' »atelier mondial » à celui de producteur concurrentiel dans les secteurs de haute technologie.

Il a ajouté que la Chine a déjà accompli de très bons résultats, tels que les chemins de fer à grande vitesse, et dans les industries automobile, aérienne, et spatiale.

En France même, le filet bancaire se resserre

L'Edito du Mercredi 11 Mars 2015 : Par Bruno Bertez

En attendant l'étau, puis la confiscation; les dépôts bancaires ne sont plus de la monnaie. Ils méritent une décote. Le cash vaut plus que les dépôts!

Lisez attentivement le texte ci-dessous; peut-être l'avez-vous reçu. Vous n'en avez pas saisi la portée car il est fait « à froid », c'est à dire que les questions et les menaces qui en découlent ne s'imposent pas maintenant. C'est une mesure, une de plus, elle complète un arsenal terrifiant.

Il est des mesures fondamentales qui passent totalement inaperçues, ou mieux, qui sont totalement censurées. Bien entendu elles sont scélérates et elles sont prises au nom d'une sécurité dont on ne voit pas très bien le sens. Sécurité de qui? Sécurité contre quel risque? Réponse, sécurité du Système contre un « run », c'est à dire contre une demande des déposants qui

souhaitent retirer leur argent de la banque, lorsqu'ils ont l'impression qu'il est menacé. Les Agences de notation devraient apprécier et réévaluer les notes des établissements bancaires, la stabilité des dépôts est renforcée puisque, à l'échelle de l'ensemble du Système bancaire, l'argent ne peut plus sortir, voilà un risque considérable qui disparaît. On a d'un coup de baguette légal, mais pas magique, transformé votre argent liquide en quasi fonds propres, du moins en ressource permanente des banques. Un cadeau au système qui vaut des dizaines de milliards!

La réalité est que, touche par touche, se met en place le dispositif qui va permettre, un jour, à notre avis autour de fin 2016-début 2017, le blocage, puis la confiscation partielle de vos Dépôts Bancaires. En deux mots: pour masquer la crise, on crée de la monnaie et cette monnaie, un jour, il va falloir la reprendre car elle sera excédentaire, dangereuse. Vos dépôts sont une épée de Damoclès sur le Système et donc on vous la retire.

D'ores et déjà, nous pouvons affirmer ce que nous avons expliqué, « *l'argent que vous avez en dépôt sur un compte bancaire n'est plus de la monnaie* ». Il a perdu les caractéristiques de la monnaie telle que vous l'avez connue, à savoir: sécurité, liquidité, disponibilité.

Nous allons plus loin et nous l'avons expliqué, on coupe le lien entre votre argent et votre droit de propriété, l'argent ne vaut plus « en lui-même », il n'est qu'une relation avec votre banque et c'est fondamental au plan juridique. L'argent ne vaut qu'en fonction de cette relation et ainsi se brise la valeur « en-soi » de l'argent et donc le droit de propriété. Un euro « ici » ne vaut plus un euro « là ». C'est la ratification, l'aboutissement des nouvelles théories monétaires comme celle d'A. Graziani, par exemple, qui ne voit dans l'argent que l'aspect « circulation » et, à ce titre, lui retire toute valeur « en-soi ». Pour les étudiants et ceux qui veulent comprendre comment ils sont mangés, nous conseillons les ouvrages qui sont à la base des pratiques actuelles en note à la fin du texte.

Tout ceci, en attendant la fin de la stabilité nominale de la valeur de la « monnaie », puisque au train où vont les choses, il est évident que tout cela est le prélude aux taux négatifs, à la monnaie biodégradable avec le temps, puis aux bail-in et/ou à l'amputation inflationniste. En fait, nous revenons, alors que l'on nous fait croire que tout va très bien, et que les problèmes de la crise sont résolus, nous revenons aux « Executive Orders » de Roosevelt des

années 30, 1933 si nos souvenirs sont bons, mais c'est à vérifier.

Depuis le début de la crise et dès les premières mesures, nous avons diagnostiqué: « on ne résout rien, on tape dans la boîte, on bluffe pour gagner du temps ». Cette théorie du bluff est d'ailleurs exposée cyniquement dans le livre de Geithner. Ce faisant, expliquions-nous, on se donne le temps de préparer les mesures et dispositions futures, tout en aggravant la situation présente. De fait, on met bien en place tout l'arsenal répressif et confiscatoire et, en même temps, on aggrave encore plus situation: la dette, les dettes galopent encore plus, et le système se fragilise à une vitesse accélérée.

A ceux qui s'interrogent et se disent, mais en attendant, quoi? Nous répondons en attendant la solution qui est la destruction maîtrisée, programmée, gérée, de tous ces actifs monétaires, quasi monétaires et money-like qui sont en excédent dans le Système. Le pourcentage d'actifs monétaires et quasi-monétaires, money-like en regard des GDP est devenu beaucoup trop élevé. On a refusé la destruction spontanée chaotique de 2009, parce que l'on a l'illusion que l'on pourra faire cette destruction de façon ordonnée, pilotée, dirigiste, socialo-kleptocratique.

Un bail-in, on est en train d'en faire un en Autriche, pays européen encore « A », pour payer la découverte d'un trou de près de 8 Milliards dissimulé dans les écritures d'une banque, la Heta Asset Resolution. L'affaire, dont vous n'entendez pas parler, fait du bruit en Allemagne car la banque autrichienne va coûter très cher aux Bavarois. Le bail-in, c'est ce qui a été fait à Chypre sur les exigences de l'Allemagne pour punir les Chypriotes d'abriter de l'argent russe. Tout cela, ce sont des répétitions, des tests, des rodages. Le bail-in consiste à faire payer par les gens qui n'en sont pas responsables les erreurs, les tricheries et malversations des banques. D'une façon générale, le dispositif qui se met en place subrepticement a pour objectif de faire payer directement aux peuples les erreurs des gouvernements, leur lâcheté et les scélératesses des Banquiers Centraux, en invoquant l'argument mystificateur: grâce à ce dispositif, ce ne sont plus les contribuables qui paient. On oublie au passage de dire que tout le monde est bancarisé et que les contribuables et les déposants bancaires... sont les mêmes personnes.

Votre argent n'est plus disponible et, en plus, pour retirer ce dont vous avez besoin, vous devrez, tenez-vous bien, fournir des explications, des

justifications. Il est évident que tout cela correspond à plusieurs objectifs :

- -piéger, rendre non liquide.
- -limiter les possibilités de retrait lors de la déclaration d'un sinistre bancaire.
- -contrôler, recenser ceux qui retirent du cash et ainsi pouvoir les suivre et poursuivre.
- -renseigner les organes de surveillance et le fisc sur ce que vous faites.
- -monétaire.

Cette semaine, Bernanke a abordé cette question, il conseille aux pouvoirs politiques de se donner la faculté légale de cette possibilité, car il considère que l'état actuel de la législation ne permettra pas de faire face à la prochaine crise. Par ailleurs, nous vous rappelons que, lors de sa dernière interview, Greenspan qui n'est plus aux affaires, et parle donc librement, a expliqué que l'on ne pouvait envisager de sortir des taux zéro sans provoquer un choc, une secousse sur les marchés. Et il a raison, c'est à partir des analyses de Greenspan, précisément, que nous avons pris le risque de fixer le calendrier de la prochaine secousse à 2017, date à laquelle la liquidité commencera à se réduire sérieusement et où on ne pourra plus contrôler les taux.

La hausse des taux aura les effets suivants :

- -elle ruinera les collatéraux, ils vont se dévaloriser mathématiquement
- -elle fera ressorti les mauvais débiteurs, ceux qui se baignent nus
- -elle fera plonger l'appétit pour le risque
- -elle provoquera des arbitrages de titres anciens qui rapportent peu contre des titres nouveaux
- -elle mettra en évidence le risque de contrepartie dans l'univers des dérivés.

Voici le texte type que vous avez reçu ou que vous allez recevoir. Vous devez le lire, relire; n'hésitez pas à interroger votre banque.

« Afin de renforcer son dispositif de sécurité, la banque X fait évoluer les règles relatives aux retraits et dépôts d'espèces aux guichets de ses agences dotées d'un service de caisse.

A compter du 12/02/2015, les retraits d'espèces au guichet seront donc limités à 2.000 € par période de 7 jours consécutifs.

Pour des montants supérieurs, une demande devra être effectuée 5 jours ouvrés avant la date effective de retrait, et une justification de l'utilisation de ces fonds pourra être demandée.

Enfin, les dépôts d'espèces supérieurs à 7.000 € seront soumis à une approbation préalable de la Banque. Pour en savoir plus, contactez votre Conseiller. »

Lors de la nomination du nouveau président de BNP-Paribas, nous avons sursauté. Nous avons de la mémoire et surtout de l'expérience et nous avons été surpris de constater un trou dans la bio du nouveau président, Jean Lemierre. On a omis dans son CV le plus important, à savoir qu'il avait été Directeur Général des Impôts! Un Président de banque, ancien Directeur Général des Impôts pour un établissement qui s'est illustré dans le passé par ses activités de saut périlleux fiscal et son organisation de la fraude, on comprend mieux l'omission!

RIEN NE VA PLUS COMME AVANT !

12 mars 2015 par François Leclerc

Le Comité européen du risque systémique (CERS) (*) a enfin rendu son rapport après trois ans de réflexion soutenue sur un sujet épineux : comment traiter la dette souveraine dans les bilans bancaires ? En attendant son verdict, on retenait son souffle.

On se souvient en effet que la BCE avait considéré comme étant sans risques les titres de la dette publique lors de sa rigoureuse évaluation des bilans des grandes banques européennes de l'année dernière, et que certains mauvais esprits s'en étaient chagrinés. Que nous apprennent donc aujourd'hui les experts du CERS ? Selon le [communiqué de presse](#), « le rapport fait valoir que d'un point de vue macro-prudentiel, le cadre réglementaire actuel pourrait avoir conduit les institutions financières à des investissements dans la dette publique excessifs. Le rapport reconnaît la difficulté de réformer le cadre existant sans générer une instabilité potentielle dans les marchés de la dette souveraine. » Pour parler clair : les banques sont dangereusement gavées de dette publique, mais abandonner la fiction du risque nul accordé à ces titres déséquilibrerait le système financier. Heureusement, le CERS ne se décourage pas et voit une solution à ce dilemme, mais seulement « à moyen-

terme, quand la crise sera finie »...

Faut-il rapprocher cet aveu d'impuissance de la déclaration du président de la Bundesbank à propos du programme d'achat de cette même dette publique par la BCE, qui vient de démarrer ? Pour tout satisfecit, Jens Weidmann a constaté que l'Eurosystème devenait « le plus gros créancier des États », une situation qu'il n'imagine pas des plus confortable, croit-on comprendre ! Si l'on saisit bien le rapport du CERS, en effet, certaines composantes de l'Eurosystème risqueraient des pertes significatives et celui-ci, qui regroupe la BCE et les banques centrales nationales, pourrait s'en trouver déséquilibré.

Une question en amenant une autre, la dette publique devenant à risque, comment le mesurer ? Les agences ayant habitué à des notations de complaisance désormais hors jeu pour les gens sérieux (et honnêtes), les investisseurs disposaient encore jusqu'à tout récemment de taux de marché intégrant une prime de risque, mais depuis qu'une étrange mode de taux négatifs fait fureur sur le marché obligataire, ce dernier repère tend à disparaître...

Avec la dette souveraine, nous sommes ramenés au cas général d'une mesure du risque impossible. Ce qui est particulièrement fâcheux pour un actif qui est un des piliers du système financier, alors que les banques centrales en possèdent des quantités astronomiques faute de savoir quoi en faire d'autre, et que son volume continue d'augmenter comme [le cabinet Mc Kinsey l'a constaté](#)...

(*) *Au sein du système européen de surveillance financière (ESFS),*

Mais non, Monsieur Draghi : cela ne marche pas...

Posté le 11 mars 2015 par Bruno Colmant

Mario Draghi vient de l'annoncer : "ça marche !".

Mais qu'est-ce qui marche ?

Il s'agit de l'immense assouplissement quantitatif qui, après trois jours de mise en œuvre, semble déjà porter ses fruits.

Cet assouplissement quantitatif conduit la BCE à acquérir des obligations (essentiellement) d'Etat afin d'injecter des liquidités dans le système bancaire et d'espérer ressusciter une inflation salutaire qui extraie la zone euro de la

déflation.

Mais...si cela marche, pourquoi ne pas l'avoir fait plus tôt ?

Et puis, qui croire ?

Le Mario Draghi qui dit, après trois jours que tout marche pour combattre la déflation, ou celui-là même qui disait, en février 2014, qu'il n'y avait pas de déflation en zone euro ?

Ou son prédécesseur, Jean-Claude Trichet, qui errait dans des visions ectoplasmiques d'inflation, en 2011, qui le conduisirent à augmenter les taux d'intérêt en pleine crise grecque (cela ne s'invente pas).

Car où sommes-nous ?

Dans un monde où les affirmations de Mario Draghi se vérifient ou dans un monde où la parole crée une réalité éphémère ?

Ce qu'il me semble, c'est que les autorités monétaires ont perdu le sens du réel.

Je l'écris paisiblement : quand les taux d'intérêt à court terme deviennent négatifs, que les taux à long terme sont au plus bas depuis plusieurs siècles, que les dettes publiques atteignent des sommets inconnus dans l'histoire économique, que l'inflation est négative et que la croissance est introuvable : cela ne marche pas.

Pas du tout.

L'euro serait-il le nouveau rouble?

par Audrey Duperron · 10 mars 2015 [Express.be](#)

L'euro a perdu 1%, et il est tombé mardi à 1,08 dollar, sa parité la plus faible depuis 2003. La monnaie unique cotait aujourd'hui presque 23% de moins que ce qu'elle valait l'année dernière à la même époque, lorsque son cours atteignait 1,40 dollar. Un nombre croissant d'économistes spéculent que l'euro pourrait atteindre la parité avec le dollar avant la fin de cette année, même si beaucoup ont été surpris par sa forte baisse, puisqu'il a perdu plus de 10% depuis le début de l'année 2015.



Deux phénomènes se combinent pour augmenter leur impact sur la monnaie unique : la patronne de la Fed, Janet Yellen, a laissé entendre que le taux d'intérêt américain pourrait être rehaussé en juin, ce qui pourrait renforcer le dollar, tandis que la Banque Centrale Européenne vient de démarrer un programme de Quantitative Easing qui pourrait avoir pour effet de dévaluer encore davantage l'euro. [D'après Peter O'Flanagan, qui dirige le service du marché des changes chez Clear Treasury, « la parité apparaît sans aucun doute comme étant la trajectoire du moment »](#). Il estime que les événements en Grèce constituent un facteur supplémentaire de nature à favoriser la dévaluation de l'euro.

A Washington cependant, on commence à se poser des questions. Un porte-parole de la Maison Blanche a confirmé mardi qu'un dollar fort commençait à poser un problème pour les exportateurs américains et la croissance mondiale. En outre, de nombreux pays émergents qui ont souscrit des emprunts en dollars voient leurs dettes augmenter du fait du renchérissement de cette monnaie.

[Brésil: Le géant pétrolier Petrobras noyé dans la corruption](#)

Laurent Horvath, 2000watts.org, Jeudi, 12 Mars 2015



Le scandale du géant pétrolier Petrobras, Petróleo Brasileiro, est en train de rattraper le parti des travailleurs de Dilma Rousseff, au pouvoir au Brésil. Le parti au pouvoir aurait touché 200 millions. Avant de devenir

présidente du pays, Dilma Roussef travaillait au sein de Petrobras.

Pedro Barusco, ex-directeur de Petrobras a affirmé devant une commission parlementaire que le parti des travailleurs (PT), au pouvoir au Brésil, avait reçu «150 ou 200» millions de dollars de l'entreprise publique secouée par un scandale de corruption.

Ce sont les révélations de cet ancien directeur des installations, lui-même impliqué dans le scandale, qui ont conduit à mettre en cause le PT, dont le trésorier, Joao Vaccari, toujours en poste, a été contraint de déposer devant la police.

«Moi, je recevais une partie des pots-de-vin, le PT l'autre. Cela peut être environ 150 ou 200 millions de dollars. Je ne sais pas comment M. Vaccari percevait les sommes, si c'étaient des dons officiels, je ne sais pas. Il y avait une réserve de fonds pour le PT», a déclaré le témoin sous serment lors d'une déposition retransmise à la télévision.

La justice brésilienne enquête sur des dizaines de personnes, des entrepreneurs mais également 12 sénateurs et 22 députés, accusés d'avoir participé à un gigantesque réseau de corruption autour du fleuron de l'économie nationale et plus grosse entreprise du pays, aux mains de l'État.

Argent en Suisse

«Nous réglions toujours ces sujets avec Joao Vaccari. Après, c'est lui qui gérait», a poursuivi cet ingénieur naval entré à Petrobras en 1979 et qui s'est engagé à rendre 97 millions de dollars (96,9 millions de francs) détournés de l'entreprise, cachés majoritairement en Suisse.

Le tribunal fédéral brésilien a entre-temps pu bloquer 45 millions de dollars qui se trouvaient sur des comptes en Suisse et rapatrier ces fonds au Brésil, a indiqué mercredi l'agence italienne ANSA. Il s'agit jusqu'à présent de la plus grosse somme d'argent confisquée par la justice dans l'affaire Petrobras.

Pots-de-vin institutionnalisés

«A compter de 2003-2004 (peu après l'élection de Luiz Inacio Lula da Silva

(PT) à la présidence, NDLR), il y a eu une phase où les pots-de-vin étaient institutionnalisés. Je sais cela, je ne sais rien de plus», notamment qui a reçu des fonds ou pas, a encore ajouté le témoin.

Mardi soir, le PT a reproché dans un communiqué à l'ancien directeur d'accuser sans preuve. Le parti «reçoit seulement des donations dans un cadre légal», précise-t-il.

La police estime que le réseau aurait pu détourner quatre milliards de dollars depuis 10 ans, destinés notamment à financer des hommes et partis politiques de la coalition au pouvoir, via des pots-de-vin et des surfacturations par des entreprises du BTP en contrat avec Petrobras.

Source: ATS

[La vérité qui dérange sur les énergies vertes et alternatives](#)



[Hiroko Shimizu](#)
[Institut Molinari](#)

Publié le 12 mars 2015

L'initiative louable Power Africa de l'administration Obama vise à augmenter la production d'électricité et l'accès aux services énergétiques modernes dans six pays pauvres africains. Loin de promouvoir des technologies de production d'énergie abordables, stables et prouvées, cette initiative et d'autres plans privilégiés par les supposés experts du « développement durable » ont mis la presque exclusive priorité sur la production (à la mode) d'énergie solaire et éolienne.

Comme cela est également typique de tous les projets dans lesquels les utopistes et les opportunistes dépensent l'argent d'un individu pour un autre, les promoteurs de Power Africa ne semblent pas se préoccuper des résultats effectifs et de l'échec mondial des politiques d'énergie « verte » dans les économies développées. Par exemple, après des années d'engloutissement de subventions massives, l'énergie solaire et l'énergie éolienne ont généré en

2012 respectivement aux alentours de 3% et de moins de 1% de l'électricité produite aux États-Unis, alors qu'en Europe, ces investissements se sont avérés être des trous noirs financiers dont chaque gouvernement essaie maintenant de s'extirper — et parfois en important du charbon américain pour garder les lumières allumées...

À première vue, le recours à l'énergie dite renouvelable est compréhensible. Après tout, le soleil brille (presque) chaque jour, le vent souffle, la marée passe, et nous vivons sur une roche en fusion. Les promoteurs de l'énergie « verte » restent cependant inconscients du fait que l'enrichissement spectaculaire des individus n'a commencé qu'à partir du moment où les moteurs à vapeur alimentés au charbon ont remplacé les moulins à vent au XIX^e siècle. Depuis lors, en dehors de l'énergie nucléaire renouvelable (mais qui n'est pas tendance, de nos jours) et de l'énergie hydroélectrique à large échelle (un peu plus coûteuse), la quasi-totalité de l'énergie efficace et abordable de l'humanité est venue du charbon, du pétrole et du gaz naturel. Malheureusement, le plus gros succès des *spin doctors* de l'énergie éolienne et solaire a été de considérer les termes « renouvelable » et « durable » comme équivalents, et de faire de cette considération mineure une chose plus importante que les autres. Mais même sur cette question, considérons les faits qui dérangent :

- Parce qu'elles requièrent une grande partie des terres ouvertes dans des régions où les conditions de vent sont bien au-dessus de la moyenne, les turbines éoliennes sont typiquement construites aux sommets des collines et

sur les littoraux. Elles y détruisent la beauté naturelle et causent de sérieux problèmes d'érosion ;

- Les sources d'énergie renouvelable sont gourmandes en terre. Pour générer le même nombre de kilowatts, en moyenne, l'énergie éolienne a besoin d'environ 140 fois plus de terre que les puits de gaz naturel au Colorado. L'énergie solaire requière, quant à elle, environ 47 fois plus de terre qu'une centrale nucléaire du Texas du Sud ;

- Les corridors venteux sont typiquement privilégiés par les oiseaux migratoires, transformant malheureusement les turbines éoliennes stratégiquement localisées dans ces corridors en des mixeurs géants. Selon une estimation, entre 75 000 et 275 000 oiseaux, dont certains sont rares et en voie de disparition (comme les grues blanches ou les aigles royaux), accompagnés d'un très grand nombre de chauve-souris, sont tués chaque année par les turbines éoliennes aux États-Unis. Selon des études européennes, une turbine éolienne typique tue entre 333 et 1 000 oiseaux et chauve-souris par an en Espagne, jusqu'à 309 oiseaux en Allemagne et 895 oiseaux et chauve-souris en Suède. Si on se fonde sur ces chiffres, les plus de 40 000 turbines éoliennes aux États-Unis pourraient aisément tuer entre 13 millions et 39 millions d'oiseaux et de chauve-souris par an ;

- L'énergie solaire s'avère elle aussi létale pour la vie aviaire, puisque la nouvelle station géante de génération d'énergie solaire à Ivanpah en Californie a déjà desséché et brûlé des dizaines d'oiseaux.

Si ces chiffres sont vrais, ils doivent néanmoins être mis en perspective. Car aux États-Unis, on estime que les chats domestiques et sauvages tuent entre 1,3 et 4 milliards d'oiseaux chaque année. Ceci n'intéresse pourtant pas les activistes écologistes qui ne pointent du doigt que les cas où, par exemple, une entreprise canadienne de sables bitumineux a dû payer une amende de 3 millions de dollars pour avoir accidentellement noyé 1 606 canards (ou 1 868 dollars par canard) dans un bassin de résidus en 2008. Ils devraient pourtant souligner que dans la grande famille de la production énergétique, le charbon, le pétrole et le gaz naturel s'avèrent être les meilleurs amis des oiseaux et des chauve-souris.

Un autre argument des promoteurs de l'énergie verte est que les rayons solaires et le vent sont gratuits. Si cette affirmation est vraie, la construction et la maintenance des turbines éoliennes et des panneaux solaires sont loin de l'être. En fait, une fois que les coûts d'exploitation et de maintien avec leur courte durée de vie sont pris en compte, il s'avère qu'ils sont même prohibitifs et élevés. En plus de cela, les lieux les plus adaptés pour la production d'énergie éolienne et solaire sont typiquement éloignés des marchés urbains qui impliquent des coûts supplémentaires (et importants) de transmission ainsi que d'autres coûts d'infrastructure.

Par exemple, en 2010 aux États-Unis, les subventions pour l'énergie solaire étaient énormes, de 775,64 dollars par heure de mégawatt, de 54,29 dollars pour l'éolien, de 3,14 dollars pour l'énergie nucléaire, de 0,82 dollars pour l'énergie hydroélectrique, et de 0,64 dollars pour le charbon, le gaz naturel et les liquides à base de pétrole. Lorsqu'on tient compte de toutes les

subventions, le coût réel de l'électricité pour les contribuables et les consommateurs s'avère être de 891,04 dollars par heure de megawatt pour le solaire, de 171,69 dollars pour l'éolien, de 118,54 dollars pour le nucléaire, de 116,22 dollars pour l'hydroélectricité et de 116,04 dollars pour le charbon, le gaz naturel et les liquides à base de pétrole.

On peut relever d'autres problèmes dans la production d'énergie éolienne et solaire :

- Même dans les meilleurs endroits de la planète, le vent ne souffle jamais et le soleil ne brille jamais autant que leur potentiel théorique supposé. Le résultat est une énergie intermittente (ou irrégulière) qui requière une sauvegarde significative de la production d'énergie, idéalement du gaz naturel ou de l'énergie hydroélectrique, qui peuvent être réinstallés dans le circuit ou éteints rapidement. Le problème est non seulement que les consommateurs paient deux fois pour l'infrastructure, mais que les équipements auxiliaires de production alimentés au carbone (notamment des usines alimentées au charbon) sont utilisés de façon moins efficace car ils sont utilisés de manière intermittente, générant dans le processus davantage d'émissions de gaz à effet de serre par unité d'énergie produite que s'ils étaient utilisés sur une base régulière. À cause de cela, des reportages récents suggèrent que même l'Allemagne et le Danemark ont totalement échoué à réduire les émissions de carbone en dépit de l'installation d'un nombre important de turbines éoliennes.
- Le lanthanum, le neodymium, le dysprosium et autres éléments rares de la terre utilisés dans les produits comme les batteries à haute capacité, les

véhicules hybrides électriques et les turbines éoliennes sont extrêmement polluants à produire.

Comme cela a été longtemps évident en Europe occidentale et en Amérique du Nord, et plus récemment en Chine, une économie moderne ne peut pas être construite en se basant sur de nombreuses sources d'énergie de courte distance, coûteuses, intermittentes, douteuses, et à faible densité. Jusqu'à ce que quelque chose de vraiment innovant et de vraiment meilleur ne soit produit, la seule manière prouvée de sortir des millions de personnes de la pauvreté sont les combustibles fossiles. Ils sont anciens mais ils sont aussi abordables, efficaces et fiables.

Après avoir expérimenté des « tourbillons polaires », de nombreux Américains réalisent que l'énergie abordable et sûre n'est pas seulement une question de confort et de commodité, mais aussi une question de vie et de mort. Les Européens pourraient aussi en tirer les leçons.

[L'Italie sur le chemin difficile des réformes](#)

[1ère partie](#)



[Patrick Coquart](#)

Publié le 11 mars 2015

Après l'[Espagne](#) et l'[Irlande](#), c'est à l'Italie que l'Institut de l'Entreprise consacre sa dernière [note](#) de benchmark[1].

Contrairement aux deux autres pays déjà étudiés, l'Italie était dans une situation économique peu favorable bien avant l'arrivée de la crise de 2008. C'est « le pays de la zone euro qui a connu la croissance du PIB par habitant la plus faible entre 1997 et 2007. »

Pour Charles Trottman – l’auteur de l’étude – la situation italienne trouve son origine dans plusieurs facteurs, notamment « un faible investissement dans l’éducation et l’innovation » ou une démographie défavorable.

Cependant, trois raisons principales expliquent la dégradation de l’économie transalpine bien avant l’arrivée de la crise.

Premièrement, les rigidités du marché du travail. Elles sont telles que le taux d’emploi italien en 2007 (58,7 %) « était le plus faible de la zone euro après celui de Malte. » La péninsule connaissait également « une forte conflictualité des relations de travail », une fiscalité sur le travail particulièrement élevée (« 46,4 % en 2007, soit 10 points au-dessus de la moyenne de l’OCDE »), et des modalités peu optimales de fixation des salaires au niveau des branches plutôt qu’au niveau des entreprises.

Deuxièmement, une dette publique élevée, « fruit d’une gestion des finances publiques laxiste au cours des années 1980 et de la première moitié des années 1990, avec des déficits publics constamment supérieurs à 10 % de 1981 à 1993. » Il convient cependant de noter que, depuis le milieu des années 1990, l’Italie dégagait des excédents primaires – c’est-à-dire avant le paiement du service de la dette – de manière constante. Ce qui n’était pas le cas de la France, par exemple.

Par ailleurs, contrairement à l’Espagne ou l’Irlande, l’Italie n’a pas connu, avant la crise, d’accroissement excessif de la dette privée.

Troisièmement, le poids important des dépenses publiques. Elles représentaient 47,6 % du PIB en 2007, plaçant l’Italie au-dessus de la moyenne européenne (45,8 %). La dépense publique italienne était principalement due au « poids important des ‘services généraux’ », reflet de la « faible efficacité de l’administration italienne », et à celui des dépenses de retraite.

L’Italie est touchée singulièrement par la crise de 2008. En effet, contrairement à l’Espagne ou l’Irlande, elle « n’a été que peu affectée par l’éclatement de la bulle immobilière et financière ». Par ailleurs, les prix de l’immobilier sont restés pratiquement stables entre 2007 et 2009 (- 5 %) alors qu’ils baissaient fortement en Irlande (- 30 %) et en Espagne (- 16 %). Quant au système bancaire italien, il a traversé « la première phase de la crise, liée aux *subprimes*, sans connaître de faillite de grande ampleur. »

L'Italie a, en revanche, connu, dès le début de la crise, un ralentissement de son activité économique. « La production industrielle a diminué de 19,2 % entre 2008 et 2009. Parmi les grands pays de la zone euro, l'Italie est ainsi, après l'Espagne, celui qui a connu la chute la plus rapide et la plus durable de sa production industrielle au cours de la crise. »

En mai 2011, les agences de notation mettent le pays sous surveillance. En effet, la faible activité économique de l'Italie perdure et inquiète ; et les soubresauts de la vie politique italienne ne sont pas là pour rassurer. C'est ainsi que les taux à dix ans augmentent fortement au cours de l'année 2011 (7 % en janvier 2012). Tout cela entraîne une perte de confiance des investisseurs. Les capitaux quittent le territoire italien (70 milliards d'euros en 2011, 25 en 2012). Les banques, très exposées à la dette souveraine, connaissent à leur tour des difficultés. Difficultés accentuées par l'augmentation des créances irrécouvrables. À leur tour, les banques baissent le volume des prêts aux entreprises et augmentent les taux d'intérêt.

Conséquences de tout cela :

- une contraction du PIB de près de 9 % depuis 2008, contre 1,7 % pour l'ensemble de la zone euro ;
- une hausse du chômage qui est passé de 6,7% en 2008 à 12,2 % en 2013, et même 13,4 % en novembre 2014 (49,3 % pour les jeunes) ;
- une baisse du revenu disponible des ménages : - 8 % entre 2007 et 2012 (contre, par exemple, - 3 % en Espagne) ;
- une augmentation des dépenses publiques : de 47,6 % du PIB en 2007 à 50,6 % en 2012 ;
- une aggravation du déficit public, qui est passé de 1,6 % du PIB en 2007 à 5,4 % en 2009, pour se stabiliser à 3 % en 2012 et 2013. Une augmentation toutefois modérée au regard d'autres pays, tels l'Espagne ou le Royaume-Uni ;
- un accroissement de la dette publique, qui a atteint 135 % du PIB en 2014 pour devenir la plus élevée de la zone euro après la dette grecque.

À suivre...

'McDonald's est en chute libre'

par Mylène Vandecasteele · 11 mars 2015 Express.be



Le nouveau CEO de McDonald's, Steve Easterbook, qui vient tout juste de reprendre les rênes de la chaîne de fastfood après le départ en retraite de Don Thompson, le 1^{er} mars dernier, a du pain sur la planche, affirme le magazine Quartz. Il titre que « McDonald's est en chute libre ».

Au cours de ces derniers jours, la firme a annoncé qu'elle allait [demander à ses fournisseurs de poulets de supprimer l'emploi des antibiotiques dans les élevages](#) pour améliorer l'image de ses produits vis-à-vis des consommateurs.

Et cette semaine, on a appris que les ventes dans les restaurants ouverts depuis au moins un an étaient en recul de 1,7% dans le monde entier, et qu'elles avaient chuté de 4% sur le marché américain, qui demeure le premier marché pour la compagnie. Ces chiffres sont encore pires que ceux qui avaient été prévus par les analystes, et ils ne font que confirmer la tendance au déclin que l'on observe depuis plusieurs mois.

Easterbook ne semble pas avoir changé de stratégie par rapport à ce qui avait été entrepris récemment. Récemment, lors d'une conférence pour les franchisés, il a déclaré que la compagnie mettait toujours l'accent sur ses ingrédients, l'amélioration de ses hamburgers et la personnalisation de ses produits.

Cette dernière est la plus délicate à réaliser, car elle implique un renoncement à ce qui a fait la renommée de McDonald's, c'est-à-dire la rapidité du service. En outre, les clients qui commandent leurs repas au travers des « drive-thru » ne peuvent pas bénéficier de ces options. Or, aux Etats-Unis, ils sont majoritaires.



Les nouveaux habits de la fée électricité

12 mars 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Si vous êtes récemment parti en voyage, il y a de grandes chances que vous ayez pris votre passeport, de l'argent et votre billet d'avion, vous avez dû aussi remplir votre sac... de chargeurs. Celui pour votre téléphone, celui pour votre tablette, celui pour votre appareil photo... En quelques années, nos appartements ont aussi été envahis par des fils, des rallonges, des triples voire quadruples prises. Une tendance qui ne va pas s'arrêter là...

Une récente étude publiée par l'Union européenne anticipe une production massive de voitures électriques à partir de 2020. A cela, il faut ajouter la multiplication des objets connectés, intelligents ou tout simplement électroniques dans nos maisons, voitures, transport etc. Rien qu'en France, nous devrions être envahis par 50 milliards de ces objets connectés d'ici 2020.

Et pour l'alimenter tout ceci, il faut... de l'électricité (je ne vous apprend rien), beaucoup d'électricité. L'Agence internationale de l'Energie (EIA) estime ainsi que la consommation mondiale d'électricité va doubler entre 2008 et 2035, sous l'influence bien sûr de l'augmentation de la population

mais surtout de l'explosion de nos besoins.

Nouveaux usages de la fée électricité

Outre, l'augmentation de la demande, les usages de cette électricité vont eux-aussi évoluer. Prenons un seul exemple : les voitures électriques ou hybrides. Si, comme je le pense, ces véhicules sont bien amenés à se multiplier dans les années qui viennent, il va falloir mettre en place des infrastructures adaptées telles des stations de rechargement non seulement le long des réseaux routiers mais aussi dans les garages et les habitations.

Ce qui induit tout un nombre de questions : si vous et vos voisins décidez de recharger votre voiture au même moment (le soir, en rentrant du travail ou en revenant de week-end), le réseau électrique de votre quartier pourra-t-il gérer l'afflux de demande ?

La question est loin d'être anecdotique. Les Etats-Unis, dont le réseau électrique est certes loin d'être un modèle, sont régulièrement frappés par des pannes de courant, souvent dues à un excès de demande (par exemple pendant les épisodes de fortes chaleurs ou de grands froids). Quand climatiseurs ou chauffages se mettent à fonctionner tous ensemble, le réseau électrique ne suit pas. Et il ne suivra pas non plus quand nous rechargerons tous nos voitures ou nos deux-roues.

Il est donc indispensable de revoir et de repenser nos prévisions de consommation électrique quotidienne. La demande sera plus forte le matin et en journée dans les quartiers commerciaux d'affaire, et plus importante le soir dans les zones plus résidentielles. Il faudra aussi anticiper d'autres demandes saisonnières comme l'explosion de la demande électrique dans les régions touristiques au moment des vacances.

Cette évolution des besoins n'a pas échappé aux Etats et aux grands acteurs du secteur de l'énergie. En Europe, le projet DATA SIM regroupant 9 partenaires européens et doté de 2,3 millions d'euros se propose ainsi d'établir de nouveaux modèles de consommation d'électricité. L'objectif étant de mieux comprendre les usages et les demandes... et d'adapter le réseau électrique.

Quelles solutions à cette nouvelle demande ?

La **ville intelligente** – dont nous avons aussi beaucoup parlé dans ces lignes – est une des solutions possibles à ces problèmes d'approvisionnement en

électricité qui se profilent. Prenant en compte de manière très fine les usagers et leurs habitudes, elle promet une adaptation du réseau aux besoins.

Les grands fournisseurs d'électricité misent beaucoup sur l'alliance de la ville intelligente avec leurs *smart grid*, ces réseaux intelligents qui ajustent en temps réel la production et la distribution d'électricité aux besoins.

Autre solution, qui fait moins plaisir aux fournisseurs d'énergie, **revoir le réseau de production et de distribution d'électricité**. Une solution rendue possible par le développement des solutions de productions individuelles d'énergie renouvelable.

Ce nouveau modèle, très local, entre en confrontation directe avec le système qui prédomine actuellement dans les pays industrialisés et la plupart des pays en développement, à savoir une source importante de production d'électricité (barrage, centrale à charbon, nucléaire etc.) et un réseau qui distribue ensuite cette électricité sur le territoire. Avec les inconvénients que cela implique (déperdition d'énergie ou encore nécessité d'entretenir le réseau).

Des entreprises font ainsi le pari que la production d'électricité va être complètement bouleversée dans les années qui viennent. L'association de batteries et autres solutions de stockage de l'énergie à des moyens de production d'électricité renouvelable pourrait rendre indépendant en énergie des habitations individuelles ou des quartiers.

[Dans La Quotidienne Pro](#), nous avons misé sur un installateur de panneaux solaires américains qui propose justement ce genre de solutions et veut faire de chacun d'entre nous nos propres producteurs d'électricité.

De quoi envisager la nécessaire mutation de notre approvisionnement électrique dans les années qui viennent.

[Absence de politique énergétique : une «bombe à retardement», selon Sophie Brochu](#)

Par [Antoine Letellier](#) [LesAffaires.com](#) Publié le 11/03/2015

Les questions énergétiques au Canada sont une «courtepointe» d'initiatives provinciales et d'oppositions régionales et une source d'antagonisme environnemental», soutient la présidente et chef de la

direction de Gaz Métro, Sophie Brochu. Selon elle, l'absence de politique énergétique canadienne et de dialogue provincial est une «bombe à retardement sur le point de nous sauter au visage».

L'approche «laissons le marché décider» ne fonctionne plus souligne Mme Brochu qui prenait la parole devant l'Association des MBA du Québec, mercredi à Montréal.

«On laisse le soin à des entreprises privées de dicter notre meilleur intérêt économique et énergétique. Ça ne fait pas de sens», estime-t-elle.

Elle a présenté sa vision d'une politique énergétique canadienne où les provinces prennent l'initiative d'établir des conditions communes pour évaluer les différents projets énergétiques proposés sur leur territoire.

«Cette vision, souligne-t-elle, est fort différente de ce qui a prévalu au début des années 80 alors que le gouvernement fédéral tentait de maintenir les prix du pétrole canadien à un niveau inférieur au prix international.»

«Ce que je propose c'est un dialogue ouvert et franc entre les provinces et les territoires sur leurs ambitions énergétiques et les moyens à déployer pour leur donner réalité», dit-elle.

L'étape suivante consisterait à établir des conditions gagnantes pour que les grands projets énergétiques nationaux obtiennent l'approbation des parties concernées. «Cela va nous amener inévitablement à avoir une discussion entre provinces, pas entre le fédéral et les provinces, sur nos ambitions environnementales respectives», croit-elle.

Mme Brochu s'est d'ailleurs réjouie du rapprochement entre les gouvernements du Québec et de l'Ontario face au projet de pipeline de TransCanada. Ces provinces ont émis des conditions pour que le projet leur paraisse acceptable.

La présidente de Gaz Métro croit que les provinces pourraient même réussir à convaincre l'Alberta de se joindre à cette «vision commune» en matière énergétique et écologique, à condition que ces provinces fassent aussi preuve de compréhension face à la situation énergétique de l'Alberta.

Prochaine présidente d'Hydro-Québec?

Rappelons que le nom de Sophie Brochu a fait surface depuis l'annonce du départ en mai prochain de Thierry Vandal à la tête d'Hydro-Québec.

Questionnée à savoir si on lui avait offert le poste de PDG de la société d'État, Mme Brochu n'a pas voulu confirmer ou infirmer la rumeur.

«Je ne répondrai pas à cela. Il y a chez Gaz Métro un défi extraordinaire que j'entends compléter. C'est chez Gaz Métro que je suis le plus à même de contribuer à la société québécoise», dit-elle.